



Paris, le 17 novembre 2025

COMMUNIQUE DE PRESSE N°126

“Lescure, la baudruche macroniste”

En 2021, il plaidait pour la légalisation du cannabis et défendait les “Salles de shoot”, aujourd’hui Ministre au sein du gouvernement Lecornu-Macron, il s’est dégonflé !

Le PLF 2026 comme le PLFSS 2026 sont encore en débat au Parlement, malheureusement la copie du Gouvernement Lecornu menace des expérimentations déjà très limitées : Celle du maintien de 2 (au lieu de 6 programmées en 2016) salles de consommation à moindre risque, rebaptisées Halte Soins Addictions (HSA) et improprement médiatisées comme des “salles de shoot”, et celle de la généralisation en 2026 de l'accès au cannabis médical. Pire, [dans l'article 23 du PLF 2026, le gouvernement Lecornu envisage de taxer la Vape et le Cannabidiol comme des “produits à fumer”](#) :

La présente mesure a pour objet, dans le cadre du plan national antitabac 2023-2027, de préciser le régime fiscal pour les produits à fumer, entendus comme les substances à inhaler, qu'elles comprennent ou non du tabac ou de la nicotine et que l'action de fumer implique ou non une combustion ou l'emploi d'un dispositif dédié comme la cigarette électronique.

Or ce gouvernement veut diminuer les dépenses et augmenter les recettes : il peut donc légaliser le cannabis et décider d'économiser 2 Milliards d'euros en renonçant à une politique de répression inefficace, et, de surcroît, récupérer plusieurs milliards d'euros de recettes en régulant l'accès au cannabis comme l'Etat le fait avec le tabac ou l'alcool...

Lescure, une baudruche macroniste !

Celui qui en décembre 2021 proposait des pistes de réformes dans son livre "Nos totems et nos tabous : dépassons-les !", celui qui pour la énième fois [défendait publiquement](#) *“une légalisation encadrée du cannabis”* s'est dégonflé. M. Roland Lescure a fait pschiiiiiiiiiiiit...

Le Ministre, Roland Lescure est un symbole de la Macronie : pervers, hypocrite, cynique. Comme avec tant d'autres responsables politiques, tout le monde constate le décalage entre le discours de façade et la réalité des actes en situation de responsabilité.

POSTE : c/o Lady Long Solo 38, rue Keller 75011 PARIS M° Voltaire(L9) Bastille (L1, L5)

CONTACT : <contact@cannabissansfrontieres.org> ; <http://cannabissansfrontieres.org>

Légaliser pour mieux réguler

Reprenons le fil. En 2021, le député LREM des français d'Amérique du Nord déclarait : *"Il faut reconnaître que les méfaits de la drogue sont énormes, qu'il faut les traiter à la racine via de la prévention, de l'intégration et peut être faire une séparation des drogues dites douces et dures. Je pense que les salles de shoot, on n'y échappera pas. Il faut les faire."* Il prônait également une dépénalisation du cannabis : *"Pour avoir vécu au Canada pendant longtemps, pour avoir regardé ce qui se passe aux Etats-Unis, je suis arrivé à la conclusion que,*

même si le cannabis n'est pas une bonne chose, la meilleure manière de traiter ce fléau, c'est de le réguler et du coup de le légaliser. Pour moi la légalisation est la seule manière de réguler. Qu'est ce que ça veut dire réguler? Ca veut dire empêcher que les mineurs y aient accès. Au Canada, au Québec, la majorité vis à vis du cannabis, c'est 21 ans. C'est dépenser l'argent levé par les recettes fiscales du fait de cette légalisation pour faire de la prévention, organiser la production et la distribution de manière étatique".

Ce gouvernement **ne peut pas être de "rupture"** puisqu'il continue à appliquer une politique en échec depuis des décennies. M. Lescure, comme sa collègue du gouvernement Mme Vedrenne qui regrettait le 25 septembre dernier le *"peu de véritable débat d'ampleur sur la dépénalisation ou la légalisation du cannabis !"*, de concert, devraient être les portes voix dans le gouvernement d'une politique cohérente, pragmatique, innovante, imaginative...

Pire, le 28 novembre 2017, une autre éminence de la Macronie aujourd'hui collègue de M. Lescure à Bercy, Mme [Amelie de Montchalin expliquait laborieusement sur France Inter](#) la vision de ce premier gouvernement à la main du Président : *"Nous ne cherchons pas à augmenter les recettes mais à baisser les dépenses et les recettes"*... Quel aveu ! 8 ans plus tard cette justification pour rejeter la légalisation du cannabis est encore plus exquise. Elle ajoutait à cette déclaration à la fois confuse et volatile : *"Je ne crois pas que le point d'équilibre final ce soit la légalisation du cannabis. Maintenant il est certain que nous engorgeons nos tribunaux avec des questions de stupéfiants. Donc il faut qu'on arrive à avoir une politique qui soit efficace et qu'on n'engorge pas nos tribunaux avec un sujet dont on voit bien que c'est un sujet de société, et donc il faut qu'on trouve un point d'équilibre collectif qui soit beaucoup plus équilibré"*. On se demande bien où se trouve le point d'équilibre ? Avec une crise de la dette qui s'est amplifiée et des fusillades en augmentation constante sur fond de règlements de compte [liés au trafic de stupéfiants](#), il devient urgent de changer de politique en régulant les marchés pour la consommation adulte, selon des modalités d'accès différenciées en fonction de la toxicité scientifiquement reconnue des substances.

[Plutôt que de s'enfermer dans une logique](#) où « La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent » comme l'aurait dit Albert Einstein, on espère que [la réunion au sommet convoquée d'urgence au Palais de l'Elysée](#) fera sienne cette maxime.

1925 - 2025 : STOP, cent ans de prohibition du cannabis !

Pour le collectif Cannabis Sans Frontières :

Farid GHEHIOUCHE - 07 51 35 02 34

POSTE : c/o Lady Long Solo 38, rue Keller 75011 PARIS M° Voltaire(L9) Bastille (L1, L5)

CONTACT : <contact@cannabissansfrontieres.org> ; <http://cannabissansfrontieres.org>

